

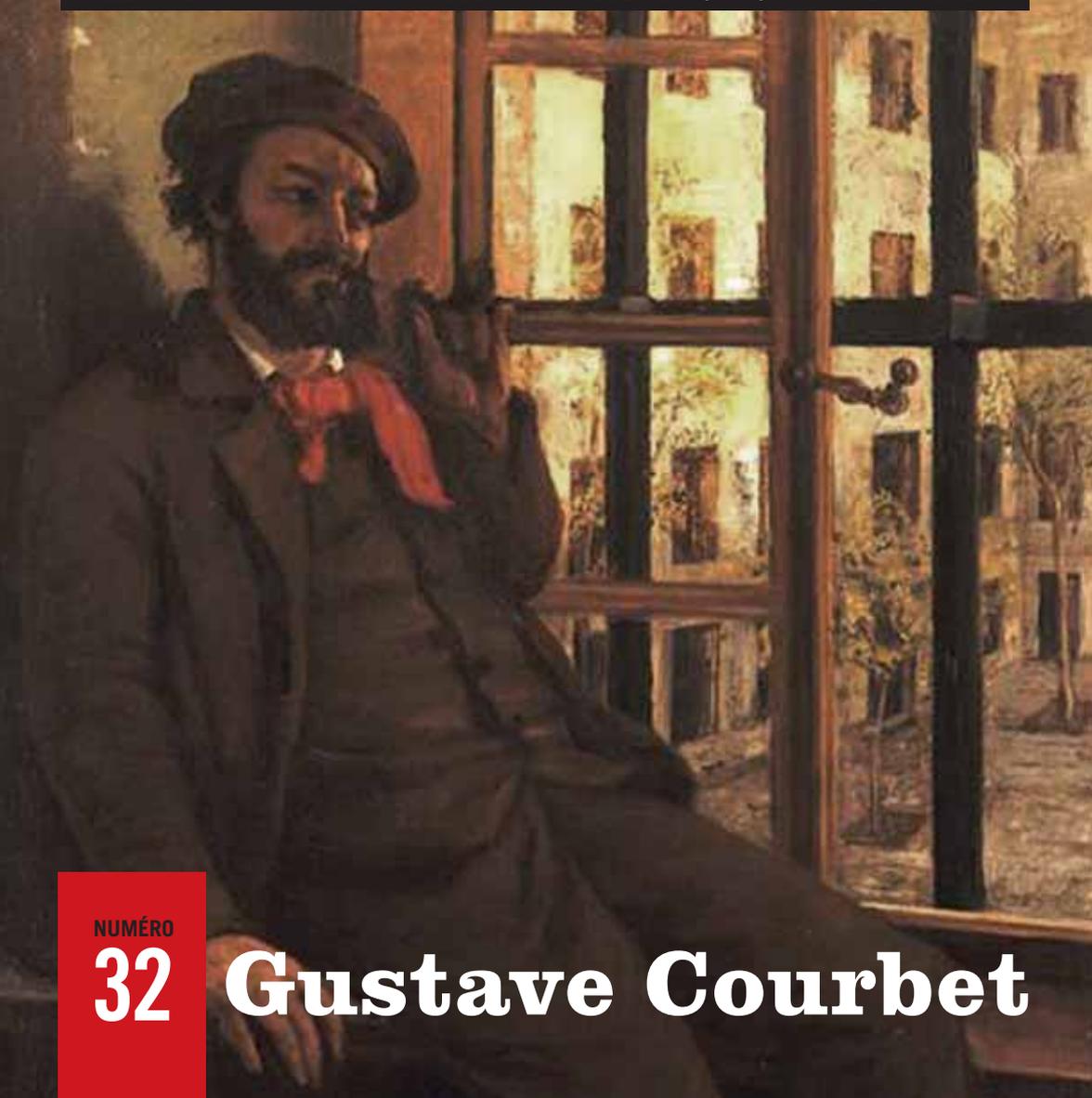
NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SE TIENDRA LE SAMEDI
15 DÉCEMBRE 2007 DE 14 À 17 H À LA BOURSE DU TRAVAIL

• 67 RUE DE TURBIGO · PARIS 3^e · MÉTRO ARTS ET MÉTIERS •



La Commune

BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · AUTOMNE - HIVER 2007



NUMÉRO

32

Gustave Courbet

La culture n'est pas une marchandise

LE dimanche 21 mai, La Commune proclamait que « les théâtres relèvent de la délégation à l'Enseignement » et que « la délégation est chargée de faire cesser, pour les théâtres, le régime de l'exploitation par un directeur ou une société, et d'y substituer, dans le plus bref délai, le régime de l'association ».

Ce décret, qui bien sûr ne put commencer à connaître un début d'application, est un des plus méconnus de la Commune. Il nous rappelle deux aspects essentiels de son action. D'abord, nous pouvons constater que c'est dans ce domaine que la Commune prend sa décision la plus résolument socialiste. Notons d'ailleurs qu'il ne s'agit nullement d'une étatisation totale des théâtres (même si certains Communards comme Vaillant en étaient davantage partisans) mais d'une socialisation sous forme associative. Mais le propos principal est clair : la Commune proclame haut et fort que la culture n'est pas une marchandise, qu'elle ne saurait être régie par la seule loi de l'offre et de la demande.

C'était là une avancée considérable sur les mœurs de l'Empire qui avait vu se développer un théâtre censé libéral mais qui masquait la création de monopoles comme la Société Nantaise qui n'avaient d'autres objectifs « culturels » que des profits élevés.

La deuxième indication de ce décret est que les théâtres sont rattachés à la délégation de l'Enseignement. Ainsi la Commune pose le problème toujours actuel des liens étroits de la culture et de l'éducation.

La question des arts plastiques est traitée dans un article de ce numéro et nous n'y insisterons pas sinon pour souligner que la Commune donna les moyens à Gustave Courbet et à la Fédération des artistes d'initier une politique culturelle qui associerait la liberté de l'art et son ouverture au peuple.

En cette année Courbet, notre association ne peut que continuer à développer son combat pour cette conception toujours plus actuelle de la culture. **JEAN-LOUIS ROBERT**

NOTRE COUVERTURE

Gustave Courbet

Portrait de l'artiste à Sainte-Pélagie

vers 1872, huile sur toile, 92 x 72 cm

Ornans, Musée Courbet

L'auteur se représente amaigri dans la prison de la rue de la Clef, installée dans un ancien couvent aujourd'hui détruit. Probablement peint à Ornans en 1872 pour sa sœur Juliette, il y affirme sa dignité de détenu et de peintre qui ne renie rien de ses engagements.



Le scandale Courbet



Voilà un peintre qui a su faire parler de lui, qui a cherché à entrer en contact avec le public du Salon unique, ce salon dans lequel il était indispensable d'exposer pour vivre de son art. Médiatique, il l'a été bien avant que l'on invente ce mot. Ses œuvres, sa personne ont été caricaturées, ses idées déformées, son action cachée, si bien qu'un siècle et demi après sa mort, il reste à découvrir comme cette œuvre intitulée « l'Origine du monde » qui sidère encore les visiteurs du musée d'Orsay.

Héritier de la révolution de 1789 par son grand père, il assiste à celle de 1848 et participe à la Commune en tant qu'élu du VI^e arrondissement et président de la Fédération des artistes qui compte alors entre 200 et 400 peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs... Pourquoi cette popularité ? C'est qu'il a osé faire bâtir une baraque en 1855 pour montrer ses œuvres refusées par le jury de l'Exposition universelle et qu'il en a profité pour diffuser son esthétique sous la forme d'un « Manifeste du Réalisme » ; c'est qu'il a osé refuser la Légion d'honneur en 1870 au moment où le Second Empire vacillant se cherche des alliés. Dans sa lettre de refus, il affirme que « l'Etat est incompetent en matière d'art. Quand il entreprend de récompenser, il usurpe sur le goût du public ».

Franc-maçon, il cherche à mettre ses idées de démocratie en pratique, d'abord dans ses œuvres comme « l'Enterrement à Ornans » ou « l'Atelier », mais aussi en politique, et il sera chargé par la Commune de faire rouvrir les musées fermés depuis la défaite de Sedan, ce qu'il fera. En même temps, la Commune vote la démolition de la colonne Vendôme vue comme un monument à la « force brutale, une affirmation du militarisme, une négation du droit international ». Les bas-reliefs de bronze avaient été fondus avec les canons ennemis des victoires du I^{er} Empire et la statue posée au sommet avait été changée régulièrement au gré des gouvernements de 1814



L'Atelier du peintre (détail), 1855,

huile sur toile

Paris, Musée d'Orsay

L'Origine du monde, 1866, huile sur toile

Paris, Musée d'Orsay

... LE SCANDALE COURBET



*Un enterrement à Ornans, 1849-1850
Huile sur toile, Paris, Musée d'Orsay*

*Ci-dessous :
Dessin de l'album du Cabinet
des dessins du Louvre, conservé
au Musée d'Orsay
date incertaine, peut-être réalisé
sur le motif en 1871*

à 1870. Courbet voulait que l'on dépose les bas-reliefs de Bergeret aux Invalides dans un souci de conservation. La colonne sera déboulonnée le 16 mai ; cinq jours après, les troupes de Versailles entrent dans Paris et la répression commence.

Courbet sera arrêté chez un ami, interné à l'Orangerie de Versailles puis aux Grandes Ecuries, passé en conseil de guerre où il sera condamné à six mois de prison. Son atelier, déjà saccagé par les troupes allemandes, sera pillé et, alors qu'il retournera dans sa famille à Ornans, la haine envers les Communards aboutira, en 1873, à une scandaleuse condamna-

tion à payer les frais de restauration de la colonne. On saisit les dernières œuvres de son atelier, on saisit même chez son marchand Durand-Ruel et à sa banque. Il ne lui reste qu'à fuir à l'étranger, ce qu'il fait. Il en mourra sans avoir connu l'amnistie. ■

EUGÈNE DUBREUIL



*L'exposition Gustave Courbet aura lieu, jusqu'au 28 janvier 2008, à la Galerie Nationale du Grand Palais, 3 avenue du Général Eisenhower, Paris 8e, et non au Musée d'Orsay, comme nous l'avions indiqué par erreur dans la « lettre de la Rentrée » de septembre dernier. Tous les jours, sauf les mardis, de 10 h à 22 h ; le jeudi jusqu'à 20 h ; les 24 et 30 décembre, jusqu'à 18 h.
Renseignements : 01 44 13 17 17*

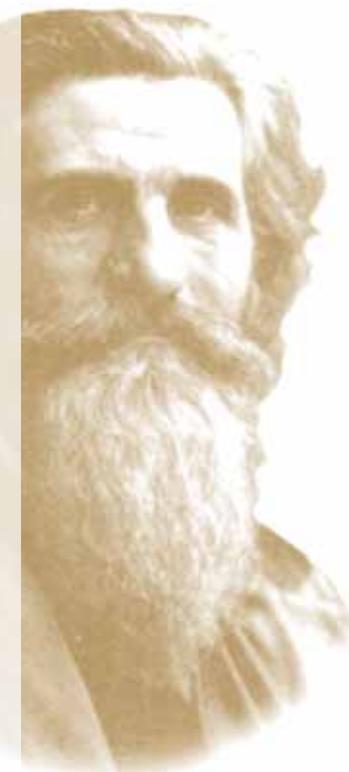
Amilcare Cipriani Communard au grand cœur

Aventurier au grand cœur, Amilcare Cipriani fait fi des honneurs et des prébendes. Seule la lutte en faveur des opprimés du monde entier lui importe. Né à Rimini (Italie), le 18 octobre 1844, il s'engage à l'âge de quinze ans dans le 7^e régiment d'infanterie du Piémont. Avec l'appui de l'armée française aux troupes piémontaises, les Autrichiens sont vaincus à Palestro, Magenta, Solferino. Le jeune homme prend part à ce prélude du conflit de 1865. En 1860, il déserte pour la bonne cause puisqu'il va rejoindre les troupes de Garibaldi, le héros de l'unification de l'Italie. A la bataille de Milazzo, il se signale par sa bravoure et est nommé sous-lieutenant. Fait prisonnier à Aspromonte (Calabre), il réussit à s'évader et s'embarque pour la Grèce où il lutte contre les royalistes. Expulsé, il part en Egypte comme membre d'une expédition scientifique. On le retrouve à Londres parmi les fondateurs de l'Internationale.

En 1865, il retourne dans sa patrie où vient d'éclater la guerre entre l'Italie et l'Autriche. Il constitue un bataillon de volontaires pour chasser l'ennemi. Les autorités italiennes menacent de l'arrêter pour désertion. Il décide alors d'aller en Crète pour soutenir les insurgés qui tentent de se libérer du joug ottoman. Il fait la connaissance de Flourens, un personnage chevaleresque qui lui ressemble sur bien des points. Ils vont devenir des amis inséparables.

Le 19 juillet 1870, la France déclare la guerre à la Prusse. L'avancée rapide des armées de Bismarck ne rencontre aucune résistance sérieuse. Cipriani veut défendre le pays de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Il arrive à Paris le 5 septembre 1870, le lendemain de la chute du Second Empire. Il est incorporé dans le 19^e régiment de marche en tant que lieutenant-colonel. Rapidement, il s'oppose à l'impérialisme du gouvernement de la Défense nationale et, le 31 octobre 1870, il participe au soulèvement populaire contre les représentants de la bourgeoisie qui craignent plus le prolétariat que les Prussiens.

Les Parisiens assiégés subissent le froid et la faim. La Garde nationale est engagée dans des sorties inutiles et meurtrières. Le 19 janvier 1871, Amilcare Cipriani s'est signalé par son cou-





... AMILCARE CIPRIANI

rage à Montretout. La victoire sur les Prussiens n'est pas exploitée par le général Trochu qui fait sonner la retraite. Le 21 janvier 1871, Flourens, emprisonné à Mazas, est délivré par Cipriani à la tête d'un petit commando.

Le 28 janvier, notre résistant s'oppose

fortement à la reddition de Paris.

Ardent socialiste, il est évidemment un enthousiaste partisan de la Commune et le 18 mars 1871, il est nommé colonel d'état major de la 20^{ème} légion. Le 23 mars, il est promu aide de camp du général Bergeret. A la malheureuse sortie du 3 avril, il assiste impuissant à l'assassinat de Flourens par le capitaine de gendarmerie Desmarests. Prisonnier des Versaillais, Amilcare Cipriani est condamné à mort par le 19^e Conseil de guerre le 21 janvier 1872, puis sa peine sera commuée en déportation en enceinte fortifiée. Embarqué pour la Nouvelle-Calédonie sur la *Danaë*, il refuse de faire une corvée. Il est mis au cachot pour 57 jours, enchaîné contre une paroi, les chevilles fixées contre la barre de justice. Amnistié en 1879, il sera rapatrié par le *Tage*.

En 1880, il se rend à Rome et fréquente les milieux anarchistes. Il est accusé, à tort, de complot contre la sûreté de l'état. Il est condamné à 25 ans de travaux forcés. Sous la pression des organisations démocratiques et progressistes, il est libéré en 1888, mais l'Italie lui est interdite et il retourne en France où il reprend ses activités politiques et sociales. En 1897, le voilà de nouveau parti au secours de la liberté bafouée dans la guerre gréco-turque. Il organise une légion à la tête de laquelle il marche sur la Macédoine.

Il a les jambes fracassées à Larissa. Après des mois de souffrances, il revient en France. En 1909, rédacteur à *l'Humanité*, il vit modestement de son salaire de journaliste dans une petite chambre de l'avenue de Clichy. Il meurt à Paris, le 2 mai 1918. En hommage à Amilcare Cipriani, la municipalité de Saint-Ouen a donné son nom à une des rues de la ville. **MARCEL CERF**

Place d'Enfer (aujourd'hui Denfert-Rochereau) >

LA COMMUNE DANS
LE XIV^e ARRONDISSEMENT

UNE AUTRE FORME
DE DÉMOCRATIE

Sous cet intitulé, suivi du sous-titre, « *une expérience sauvagement réprimée, mais toujours d'actualité* », le journal *La Page*, édité dans le XIV^e arrondissement de Paris, publie un article très documenté sur les événements de l'automne 1870 et du printemps 1871 dans le sud de la capitale. L'auteur de l'article, Dominique Genil, rappelle l'engagement de la population dans la Garde nationale, le Comité de vigilance et les clubs. Il insiste sur la bonne gestion des élus de la Commune respectueux de leurs engagements.

De violents combats ont opposé les fédérés du XIV^e aux assaillants versaillais pendant la Semaine sanglante. Il en reste un souvenir sous la forme d'une stèle érigée en 1908, il y aura cent ans l'année prochaine, dans le cimetière Montparnasse.

Nos félicitations à l'auteur de cet article qui indique avoir puisé ses informations dans le travail de recherche, « *La Commune dans le XIV^e arrondissement* », effectué par notre vice-président Marcel Cerf. **YVES LENOIR**



Eugène Vermersch poète et journaliste au Père Duchêne

Eugène Vermersch est né à Lille le 13 août 1845. Après ses études secondaires, sa famille l'envoie à Paris pour faire médecine, mais il préfère taquiner la muse. Il sera poète et chroniqueur.

Directeur du *Hanneton* (1867), il y publie trois séries de portraits sous le titre « les hommes du jour ». Il épingle des personnalités du monde des arts, de la littérature et de la politique. Féroce pour ceux qu'il déteste, élogieux pour ceux qu'il admire, tels Courbet, Daumier et Pierre Dupont. Mais, hélas, sur Eugénie Niboyet, fondatrice de *La Voix des femmes*, il tient des propos antiféministes insupportables ; erreur de jeunesse, on l'espère...

« Le grand testament du sieur Vermersch » (1868) est un pastiche spirituel du testament de François Villon :

*Si l'or flâne à mon gilet,
Qu'on le porte chez Rachel, fille
Qui reste seule dans sa famille,
Et loge près du Châtelet.*

*Elle est jolie et mal famée,
Elle a l'œil bleu, grand et moqueur,
Et c'est des reines de mon cœur
Celle que j'ai le mieux aimée !*

Vermersch et Rachel se plaisent énormément mais l'amoureux traverse des périodes difficiles et il tire le diable par la queue, même si sa réputation de journaliste républicain commence à s'affirmer.

En 1869, il habite 27 rue de Seine, dans une chambre au 3^e étage qui fut aussi celle de Baudelaire. En 1870, il collabore à *La Marseillaise* de Rochefort et en février 1871, au *Cri du Peuple* de Vallès. Il est plusieurs fois condamné pour ses articles contre le Second Empire. Pendant le premier siège de Paris, Vermersch est attaché au service des

...EUGÈNE VERMERSCH

Ambulances de la Presse dirigé par Mgr. Bauer, le séduisant et fantaisiste prélat, favori de l'impératrice Eugénie.

C'est au quartier latin que Vermersch, étudiant en médecine, et Maxime Vuillaume, élève à l'École des mines, se rencontrent et vont fonder, avec Alphonse Humbert, *Le Père Duchêne*. Ils ont repris le titre du journal d'Hébert. Le révolutionnaire de 1793 est vénéré de la jeunesse blanquiste et particulièrement de nos trois rédacteurs. Le journal, supprimé par Vinoy le 10 mars 1871, va reparaitre le 20 mars, après la révolution du 18 mars. Les articles ne sont pas signés, mais « les grandes colères du père Duchêne » sont, le plus souvent, de Vermersch dont la plume est trempée dans le vitriol.

Rédigée dans un style qui se veut sans culottiste, la prose pittoresque du *Père Duchêne* n'épargne personne. Elle vise particulièrement les Versaillais mais aussi les membres de la minorité de la Commune. Les mesures les plus violentes sont exigées pour assurer le triomphe d'une dictature populaire. Le journal remporte un grand succès et son tirage le place juste après *Le Cri du Peuple* de Jules Vallès. Il faut bien le dire, Vermersch est beaucoup plus révolutionnaire dans ses écrits que dans ses actes. A la fin de la Semaine sanglante, n'ayant pas pris part au combat, il fut caché par un cafetier de la rue Monsieur le Prince nommé Théodore. Dans une période plus calme, il fut conduit à la frontière et parvint à passer en Belgique, puis en Hollande d'où il sera expulsé.

Après un bref séjour en Suisse, il arrive à Londres. Quand Vuillaume, réfugié en Suisse, lui reprochera sa défection devant l'ennemi, il répondra en septembre 1871 : « *je ne serai jamais le soldat d'une cause désespérée. Je serai bien de l'action le jour de l'insurrection, mais non le jour de la défaite. Je serai à l'heure du « en avant »*

mais non à celle du « sauve qui peut ». A Londres, il fonde *le Qui vive !* dont il est le rédacteur en chef. Dans ce journal, il publie, en novembre 1871, un grand poème apocalyptique inspiré par la Commune de Paris, « *les Incendiaires* » (1) :

*(...) L'Incendie est partout, immense,
trionphant ;
Il danse sur le toit, il rampe dans la cave ;
Le plomb en nappe coule ainsi que la lave.
Et sur les pavés noirs s'étale en flots d'argent.
Puis tout à coup un feu gigantesque,
émergeant
Du milieu de la ville effrayante, domine
La grandiose horreur du canon, de la mine,
Eclatant en faisant sauter tout un quartier,
Et du mur qui chancelle et s'abat tout entier
Avec le grondement prolongé du tonnerre,
Les voix, les pleurs, le bruit des pas, les cris
de guerre,
Et l'on voit s'élançer vers les astres surpris,
La grande âme de la cité qui fut Paris (...)*

Seuls quelques esprits sensibles et éclairés ont été enthousiasmés par ces vers qui prennent aux entrailles. Bernard Noël : « *Il (Vermersch) a écrit à Londres un chef d'œuvre, grand poème d'un Communard* » (2) ; Tristan Rémy : « *Les Incendiaires* » le plus beau poème qu'on ait écrit sur la Commune » (3) ; Hubert Juin souligne avec insistance l'importance littéraire de Vermersch « *trait d'union entre Ducasse et Rimbaud* » (4) ; Verlaine, ami de Vermersch, lui témoigna à plusieurs reprises son admiration (5).

Dès son arrivée à Londres, Vermersch adhère à la section fédéraliste française de l'Internationale sous l'influence de Bakounine. Il va créer plusieurs journaux éphémères qui ne lui rapportent guère. Au *Qui Vive !*, succède le *Vermersch*, journal de décembre 1871 à mars 1872, puis *l'Union démocratique* jusqu'au 19 juin, remplacée par *l'Avenir* qui finit par disparaître faute de fonds.



Maxime Vuillaume, ami de Vermersch

Hector France, ancien directeur de la caserne Lobau sous la Commune, en fut, le rédacteur en chef. Ensuite, Vermersch crée une série de libelles de 16 pages : la force ; la dictature ; le droit au vol ; la grève ; la propagande ; le peuple révolutionnaire. Il entreprend aussi la rédaction de romans feuilletons, genre qu'il exècre, pour des raisons purement alimentaires.

Il épouse, le 5 septembre 1872, une Hollandaise, Delphine de Somer, fille de l'ancien imprimeur du *Qui Vive !* Verlaine qui est à Londres avec Rimbaud écrit à son ami Lepelletier : « *Vu enfin Vermersch très aimable et sa femme très charmante ; ils élèvent une souris blanche ; ces Communards, c'est bien d'eux !* » (6). Dans son abondante correspondance avec son grand ami Maxime Vuillaume (7) Vermersch rend compte des différents aspects de la vie quotidienne mais aussi des questions politiques et littéraires.

Dans sa lettre du 24 décembre 1872 (8), il énumère les différentes conférences qu'il a données à Londres, sur des sujets littéraires ou historiques : Alfred de Vigny, Blanqui, Théophile Gautier, les journées de juin 1848 et, en préparation, Danton, Robespierre, Marat, Hébert, Hoche, Bonaparte. Paul Verlaine, qui a assisté à une conférence de Vermersch, écrit à Lepelletier que

toute la colonie française s'écrasait dans la salle. Le conférencier, « *très applaudi par très nombreux Anglais (et des) Français des plus distingués et des moins communards pour la plupart, lesquels disaient en sortant : « Ces coquins-là, tout de même, c'est aussi honnête que des honnêtes gens, et c'est, de plus, spirituel »* (textuel).

Les réfugiés à Londres éprouvent les plus grandes difficultés pour assurer leur subsistance. Seuls les travailleurs manuels parviennent à trouver un emploi rémunérateur. Les autres errent dans la ville à la recherche de quelque besogne le plus souvent temporaire et mal payée. Vermersch, quant à lui, vit misérablement avec les 200 F par mois du *Grelot*, le journal illustré où il écrit sous un pseudonyme. Il travaille aussi à la rédaction d'une histoire de la Commune qui ne sera jamais terminée. Seuls quelques feuillets furent recueillis par le dessinateur Pilotell. Il ne demande rien à la Société de secours des réfugiés et ne fréquente pas « la Marmite londonienne », réplique de celle de Varlin. Il refuse d'être embrigadé dans un groupe quel qu'il soit. D'ailleurs ses outrances verbales éloignent les bonnes volontés tentées de l'aider.

Il voudrait faire une histoire de la Révolution française qui racontât le peuple révolutionnaire, et non celle des Danton, Robespierre, Saint-Just, mais celle du peuple insurgé, de la Commune de Paris d'Hébert, de Cloots, de Chaumette, de Marat, de ceux qui émanent de la vile multitude, de la canaille. Un autre jour, il passe à des sujets plus anodins : pour Christmas, il prépare un plum-pudding ; il est devenu, assure-t-il, un cuisinier émérite. Un autre respect de sa personnalité est beaucoup plus inquiétant : ses calomnies envers ses anciens compagnons de lutte ; ceux-ci réagissent plutôt vivement à ses provocations. Vaillant, qu'il a insulté, lui donne une correction et Jourde, victime de sa malveillance, lui administre une raclée.

Il faut bien constater que Vermersch n'était pas

...EUGÈNE VERMERSCH

le seul à lancer des accusations mensongères. La proscription crée un climat propice à ranimer les vieilles rancœurs. Il faut ajouter, à sa décharge, que Vermersch présente des troubles psychotiques évidents provoqués, peut-être, par les horreurs de la guerre civile ou par prédisposition. Un autre fait, pour le moins paradoxal, sa haine pour Emile Eudes. Le blanquiste Vermersch déteste le général Eudes, chef des blanquistes. Il ne signe pas le manifeste « aux Communeux » des trente-trois membres du groupe blanquiste « la Commune révolutionnaire ». Il porte atteinte à l'honorabilité du général et s'en tire par une pirouette spirituelle, car il n'a pas perdu son sens de l'humour. « *Ils sont trente-trois dans la Commune révolutionnaire, c'est fâcheux, s'ils étaient quarante, on y chercherait Ali-Baba !* ». La boutade eut son succès chez les proscrits et éveilla quelques soupçons chez certains.

Mais, revenons à sa correspondance avec Vuillaume. Le 3 juin 1873, il se laisse aller aux rêveries des joies ménagères ; il a loué une petite maison (probablement en faisant des dettes) assortie d'un petit jardin où il pourra élever des poules et des lapins. Le 4 septembre 1873, il annonce à Vuillaume la naissance de son fils. Il lui demande d'être parrain de l'enfant mais selon le rite républicain (il est fortement antireligieux). Dans cette même lettre, il revient sur le passé et fait le récit de sa visite chez Karl Marx lors de son arrivée à Londres. Il fut reçu très aimablement par l'auteur du Capital. De la conversation, il a retenu quelques points saillants. Marx lui a confié que « *la société est obligée historiquement de passer par la dictature ouvrière* » et notre poète conclut, à sa manière, que Marx cherche avant tout à s'imposer à la direction du parti ouvrier et à favoriser le développement du pangermanisme. Il s'en suit une intervention de Marx sur la différence de tempérament entre latins et germains ; on peut douter de l'authenticité du propos de Marx.

Pourtant, Vermersch prétend avoir lu « La Guerre civile en France », mais son interprétation est fort tendancieuse.

Le 24 septembre 1873, il tire une leçon de l'expérience de la Commune : « *Nous n'étions pas mûrs et nous avons voulu changer les lois sans avoir eu le courage de changer les mœurs. Au lieu de supprimer d'un coup, quand nous le pouvions, les hommes qui représentaient les mœurs anciennes, le monde traditionnel, nous les avons laissé vivre (...)* Si Marat est le grand politique de la Révolution, c'est qu'il avait senti que toute force, toute morale et toute intelligence résidaient dans le peuple pris dans sa collectivité ». Excédé par les attaques dont il est l'objet en raison de ses polémiques diffamatoires, il a quitté l'Angleterre et séjourné à Aix-la-Chapelle et Liège avant d'arriver en Suisse ou Vuillaume, toujours obligeant, lui a proposé de venir se reposer.

En décembre 1874, Vermersch débarque avec sa femme et son enfant à Altorf où Vuillaume l'attend. « *Que de choses à dire depuis que je l'ai quitté le dimanche 21 mai chez Rachel M* », écrit Vuillaume. Les mois passeront vite dans cette atmosphère de paix et de profonde amitié. Vermersch séjournera ensuite quelque temps à Genève où, de nouveau, les disputes des réfugiés Communistes font rage autour de lui. Il repart pour Londres le 9 octobre 1875. Il va subir des années noires où la misère s'installe sans recours. Les crises de démence sont plus fréquentes. Le 10 août 1878, l'ancien Communiste Léopold Caria écrit à Vuillaume pour lui faire part de l'état désespéré de Vermersch qui le réclame à son chevet. Vuillaume espère encore une guérison et propose que son ancien compagnon du Père Duchêne puisse passer sa convalescence auprès de lui.

Le transfert de Vermersch dans un établissement spécialisé n'apporta aucune amélioration au malade qui meurt le 9 octobre 1878 à l'âge de 33 ans dans l'asile de New South Gate, sans avoir retrouvé la raison. Il sera enterré au Great nor-

thern cemetery. C'est à San Pier D'Arena (Italie) que Vuillaume (9) apprend la mort de son ami par le faire-part envoyé par sa veuve. Elle lui avait copié les derniers vers du poète d'une amertume désespérée :

*... Je le veux bien
Plus d'un sage envierait ma vie,
Qui vraiment est digne d'envie,
Car je vis à ne rien faire.*

« *Quand je pense à ces bons jours d'Altorf, se souvient Vuillaume, les larmes me montent aux yeux. (...) Jamais je n'aurais cru qu'il aurait fait un si grand vide. Je ne puis l'oublier !* » Vermersch portait en lui sa propre tragédie. Cependant, en dépit de sa paranoïa, parfois, ses conceptions de la démocratie directe ne manquaient pas d'un sens politique avisé ; certaines de ses lettres à Maxime Vuillaume en sont la preuve.

Avant tout, il fut un précurseur de la poésie moderne avec « Les Incendiaires » et n'oublions pas, en guise de conclusion, deux vers inédits de Vermersch cités par Maurice Choury :

*Des plis de drapeau rouge où s'abrite la loi,
Tombe enfin, liberté, pour éblouir le monde...*

 MARCEL CERF

(1) La version complète des « Incendiaires » parut en 1910 dans les Temps nouveaux, journal anarchiste ; (2) Noël Bernard - Dictionnaire de la Commune, page 360 - Hazan édit., 1971. (3) Rémy Tristan - le Temps des cerises, page 256 - les Editeurs français réunis, 1968 ; (4) Juin Hubert - Lectures du XIXe Siècle, tome Ia, page 314 - 10/18 - 1976 ; (5) En 1890, Paul Verlaine fera éditer, à ses frais, chez Lemerre, « l'Infamie humaine », roman inachevé d'Eugène Vermersch, dont il a fait la préface ; (6) Lepelletier Edmond : Paul Verlaine pages 289, 290 - Mercure de France 1923 ; (7) Vuillaume Maxime : Vingt-et-une lettres de Vermersch, Mes Cahiers rouges pendant la Commune - cahier X - Cahiers de la quinzaine - 1914 ; (8) Vuillaume Maxime : Cahier X op.cit. page 44 - 1914 ; (9) Vuillaume Maxime ; Cahier VII op.cit. page 131 - 1910

**LE THÈME CENTRAL
DE NOTRE PROCHAIN
NUMÉRO (33) SERA :
LES ÉTRANGERS,
WROBLEWSKI
ET LA DÉFENSE DE
LA BUTTE-AUX-CAILLES**

Date limite pour
nous faire parvenir
vos articles :
8 janvier 2008

Wlery Wroblewski
1836-1908

Entrée de ferme à Vitry
Aquarelle d'Hippolyte Destailleurs



Huit communards vitryots

Jules Biéry. Né en 1831, fils d'un journalier, carrier, il habite en 1871 à Ivry, route stratégique. Avec le 98^e bataillon fédéré, il participe à la garnison du fort d'Ivry. Arrêté le 30 mai, condamné à 10 ans de prison.

Charles Lecoine. Né en 1838, militaire, il est incarcéré à la Petite Roquette en 1870 pour tentative de désertion. Libéré par les insurgés, il s'engage aussitôt dans le 270^e bataillon fédéré. Blessé sur une barricade, condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Paul Souloy. Né en 1852, maçon, il habite en 1871 à Gentilly. Enrôlé dans le 97^e bataillon de la Garde nationale. Condamné à un an de prison en 1872.

• HABITANTS DE VITRY

Albert Cohen (dit de Sainte-Opportune). Né à Paris en 1846. Il est buraliste-comptable à Vitry puis contrôleur à la compagnie des omnibus. Capitaine du 75^e bataillon fédéré. Greffier à la prison Saint-Lazare pendant la Commune. Condamné aux travaux forcés à perpétuité.

suite page de droite



Le Moulin Saquet en 1870

Vitry et la Commune de Paris

Une exposition sur Vitry-sur-Seine et la Commune de Paris s'est tenue du 9 au 20 octobre dernier à l'Hôtel de Ville de Vitry. Voici un extrait des panneaux réalisés pour l'occasion.

Une commune sur la ligne de front. La situation de Vitry explique sa très forte implication dans les événements de 1870 et 1871. Le bourg fait figure de défense avancée de la capitale, au sud du fort d'Ivry. Au sommet de la pente qui domine le fleuve, la redoute du Moulin Saquet et son artillerie contrôlent la vallée de la Seine. La redoute est prolongée par des lignes fortifiées qui courent dans Vitry. De septembre 1870 à l'armistice, Vitry est le lieu de nombreux combats, très bien décrits par la Société historique de Vitry. La ville subit alors de graves dommages.

Le 19 mars, des bataillons de la Garde nationale occupent le fort d'Ivry, puis les Fédérés s'installent à Vitry, en particulier au Moulin Saquet. Ce sont les hommes des 55^e et 120^e bataillons qui sont envoyés à Vitry, bataillons où se retrouvent beaucoup de Parisiens habitant les V^e et XIII^e arrondissements.

La redoute est le lieu d'un fait d'armes tragique très connu de la lutte entre les Communards et les Versaillais. Dans la nuit du 3 au 4 mai, ayant obtenu — dans des conditions encore mal connues — d'un officier fédéré le mot de passe (« Vengeance »), les Versaillais s'emparent par surprise du Moulin Saquet. Vingt à cinquante Communards succombent dans l'assaut, certains sont achevés au poignard. Plus de cent sont faits prisonniers.

Mais dès le lendemain, des bataillons fédérés venus du fort d'Ivry reprennent la redoute aux Versaillais. Et Vitry restera dans l'emprise communarde jusqu'au 24 mai.

La coexistence n'est sans doute pas très facile entre ces ouvriers parisiens armés, pas toujours disciplinés et forts en gueule et la population vitryote, d'autant que les habitants doivent contribuer au ravitaillement des fédérés et au renforcement des fortifications. La municipalité Grout, très hostile à la Commune de Paris, mais maintenue en place car les Communards sont très attachés aux libertés communales, tente de pourvoir à l'approvisionnement de la ville.

Toutefois, tous les Vitryots ne sont pas opposés à la Commune, loin de là. Avec l'entrée de Vitry dans l'attraction de Paris, des liens se sont noués avec le XIII^e arrondissement et Ivry (deux bastions de la Commune). Un bassin d'emploi et de résidence s'est créé dont témoignent les huit Communards vitryots que nous avons retrouvés.

Vitry honore la Commune de Paris. Depuis les années 1920, Vitry a fait partie des villes qui ont créé une grande tradition d'hommage à la Commune de Paris. Pose d'une plaque au Moulin Saquet (encore présente après la destruction du lieu en 1965), manifestations diverses, en particulier dans les années qui suivent la Libération, avec des cortèges qui défilent du Moulin Saquet à la mairie en mai ; expositions, animations culturelles, noms de rues et d'un quartier concourent à cette mémoire vivante.



Baignade dans la Seine à Vitry
Peinture de Jongkind, 1869



6 mai 1934
Hommage
aux Communards
au Moulin Saquet

suite de la page de gauche

Simon Muret. Né en 1847 à Nemours, charretier, habitant à Vitry, comme ses parents. Il entre en avril 1871 dans le 98^e bataillon fédéré et participe à la défense du Moulin Saquet. Arrêté chez ses parents, condamné à la déportation simple.

Augustin Pava. Né en 1834 en Seine-et-Marne, marchand de vins à Vitry en 1870. Il quitte la commune pour s'établir à Paris, rue Baudricourt (XIII^e arrondissement) au moment de l'investissement de Paris par les Prussiens. Lieutenant au 184^e bataillon fédéré, il commande la redoute des Hautes Bruyères. Condamné à la déportation simple.

• TRAVAILLANT À VITRY

Emile Hervey. Né en 1844 à Gentilly, il habite en 1871 à Ivry. Menuisier, il travaille à Vitry après l'armistice. Incorporé dans une batterie fédérée qui défend le Moulin Saquet en mai 1871. Condamné à trois ans de prison.

Eugène Lecomte. Né en 1828 dans le département de la Manche, habitant à Paris. En 1870 il est employé comme professeur par M. Genet, instituteur à Vitry. Il s'engage dans le 91^e bataillon. Après l'armistice il enseigne dans une institution du XVII^e arrondissement. Elu sous-lieutenant de son bataillon. Condamné à la déportation, il y meurt.

Un ouvrage très important

Le Guide des sources de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1860-1880)



Le 13 septembre, à l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris, Mme Odette Christienne, adjointe au maire de Paris, Mme Martine de Boisdeffre, directrice des Archives de France et notre ami René Bidouze, vice-président de notre association, ont présenté le Guide des sources de la Commune et du mouvement communaliste à plusieurs dizaines de personnes qui s'intéressent à cette période importante de notre histoire.

René Bidouze a remercié la municipalité de Paris pour son apport à la réalisation de l'ouvrage qui s'inscrit dans la série des guides des sources historiques publiés depuis plusieurs années par les Archives de France. Il a tenu à souligner le rôle de l'équipe scientifique initialement constituée au sein de notre association, « une équipe restreinte d'une douzaine de personnes fortement motivées, fermement décidées à atteindre ses objectifs, c'est-à-dire à réaliser un projet dont la légitimité et l'utilité ne faisaient pour elles aucun doute ».

Ce volume en papier de 730 pages est complété par la mise en ligne des bases de données, signalées en tête de l'ouvrage, sur le site de notre association (www.commune1871.org).

En conclusion, René Bidouze a souligné l'intérêt de cet ouvrage pour les chercheurs, les étudiants et, plus largement, un public qui s'intéresse vivement aux événements de la période couverte par le guide. **YVES LENOIR**

Ce guide est une œuvre collective.

René Bidouze a assuré la coordination générale de l'équipe scientifique et les liaisons avec la direction des Archives de France et la Ville de Paris.

Rémy Valat a rédigé la première partie (présentation et bilan de l'enquête).

Pierre-Henri Zaidman a préparé la seconde partie (sources d'archives).

Assistés par **Marcel Cerf** pour les aspects historiques, ils ont organisé la collecte, le dépouillement, l'analyse et la saisie des informations regroupées dans le guide.

Sophie Delmas et **Quentin Dupuis** ont repris l'ensemble pour assurer la normalisation archivistique, la présentation et la mise en forme du manuscrit, ainsi que l'intégration des observations des services de la direction des Archives de France.

Richard Wagner a traité les bases de données disponibles sur le site.

L'inventaire du fonds de la Préfecture de Police de Paris a été saisi par

Alban Ansel.

Georges Aillaud, Jacqueline Duvaudier,

Thérèse Gourmaud, Jacqueline Hog,

Micheline et René Nebut,

Pierre Passeron, Bernard Vassor

ont participé à l'exploitation des réponses des services départementaux et communaux d'archives, à la grille d'enquête, aux investigations dans les services d'archives et dans les musées et bibliothèques, et à la relecture des textes.

Jacqueline Duvaudier et

Jacqueline Hog sont décédées,

la première en 2006, la seconde en 2007.

SEINE-SAINT-DENIS : CONFÉRENCES SUR LA COMMUNE

L'Université citoyenne et populaire de Seine-Saint-Denis (UCP 93)* a l'ambition de faire partager, diffuser, élaborer des sources et connaissances issues, par exemple, de l'expérience professionnelle, citoyenne ou militante d'acteurs du monde associatif, du mouvement social des entreprises, de citoyens actifs dans leur quartier, d'élus. Elle contribue à la formation de citoyens conscients et actifs dans tous les domaines de la vie sociale.

Dans ces secteurs, la rencontre avec les Amis de la Commune de Paris-1871 allait de soi. Elle se concrétise du 15 octobre 2007 au 17 mars 2008 par un cycle de conférences sur la Commune de Paris sous la responsabilité de Jean-Louis Robert. C'est là un formidable moyen de faire connaître l'histoire, l'œuvre et les idéaux toujours actuels de la Commune à un public avide de connaissances. Les débats qui suivront les introductions à ces conférences permettront d'approfondir les thèmes exposés. Nous ne doutons pas que nos adhérents participeront à cette œuvre d'enrichissement de la connaissance de la Commune.

Les conférences sont présentées les troisième lundi de chaque mois, de 18 h 30 à 20 h à la Bourse du Travail de Saint-Denis, 9/11, rue Genin, métro ligne 13, station Porte de Paris.

La première conférence a été présentée par Jean-Louis Robert, le 15 octobre. Elle avait pour thème : la Commune de Paris ou comment naissent les révolutions (et comment elles peuvent échouer).

Nous donnons ci-dessous, les dates, thèmes et présentateurs de prochaines conférences :

• **Lundi 19 novembre**, Jean Louis Robert présentera et animera le débat sur : *une vraie démocratie est-elle possible ?*

• **Lundi 17 décembre**, Claudine Rey abordera le thème des femmes comme avant-garde.

• **Lundi 21 janvier**, le parti de Travail sera traité par Yves Lenoir

• **Lundi 18 février**, Eugénie Dubreuil, artiste peintre, évoquera l'engagement des artistes

• **En conclusion, lundi 17 mars**, Jean-Louis Robert évoquera, à propos de la Commune, l'enjeu actuel de la mémoire. **YV**

* UCP 93, José Tovar, 49, rue Merlan, 93130 Noisy-le-Sec

jose.tovar@wanadoo.fr

Pour les conférences sur la Commune :

pierregarelli@voilà.fr

DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE LOUISE MICHEL

A l'initiative de Xavière Gauthier*, l'Association internationale Louise Michel (AILM) fut créée le 11 octobre 2003 au cours d'une assemblée générale au musée de l'Histoire vivante de Montreuil. Nous étions 19 présents. Le Conseil d'administration de l'Association des Amis de la Commune m'avait demandé de le représenter. Huit personnes ont été élues pour former un bureau dont je faisais partie. L'article 2 des statuts précisait les buts de cette nouvelle association :

— faire connaître la vie, l'œuvre, le rôle historique de L. Michel ;

— favoriser la recherche sur L. Michel et son œuvre ;

— recenser et promouvoir les initiatives culturelles et éducatives, les travaux scientifiques historiques et littéraires sur Louise Michel et son œuvre ;

— publier un bulletin et faire vivre un site web qui assurent le lien entre les différentes initiatives et leur promotion.

Le premier bureau se réunissait le 10 janvier 2004. Nous étions huit présents. Les différentes responsabilités étaient attribuées, dont celle de présidente à Xavière Gauthier. Plusieurs idées

d'animation étaient avancées pour 2005. La date de la réunion suivante était fixée au 13 mars 2004. A cette rencontre, nous n'étions que quatre. Il était parlé de l'inauguration du square L. Michel, de la rédaction du bulletin et de la mise en place du site web.

A partir de ce jour, il n'y eut plus d'autres réunions. Et, par courrier daté du 14 juillet 2004, Xavière Gauthier nous informait : « *trop de travail, je suis obligée de donner ma démission ; je resterai dans le bureau* ». Suivait un bilan de l'activité de l'AILM. Personne, parmi les membres fondateurs, ne s'est proposé pour prendre la succession. Devant ce vide, il fallait agir. Jean François Decraene me contacte. Nous convoquons une réunion de bureau pour préparer une assemblée générale. A cette réunion, nous nous retrouvons tous les deux. Nous décidons d'appeler tous les adhérents à une assemblée générale extraordinaire le samedi 23 avril 2005 au musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis pour décider du sort de l'AILM. Cette assemblée générale a pris les décisions suivantes :

— par vote unanime, l'AILM est dissoute avec effet au 1^{er} juillet 2005 ;

— les sommes en caisse seront, par moitié, versées sous forme de don, à l'association Louise Michel de Haute-Marne et aux Amis de la Commune ;

— une plaquette de présentation de ces deux associations sera adressée à chaque adhérent (au nombre de 89), libre à eux d'adhérer à l'association de leur choix. Y seront joints la lettre de démission de X. Gauthier et un compte rendu de cette AG extraordinaire.

Notre association a bien reçu le don de 525 euros et enregistré les adhésions de plusieurs membres de l'ancienne AILM. **■ GUY DÉCAMPS**

** Maître de conférence à l'université de Bordeaux, chercheur au CNRS et à l'Unité mixte de recherches de l'Université de Lyon. Elle a constitué, autour d'elle, un groupe de chercheurs car les écrits de L. Michel sont nombreux et éparés.*

CLÉMENT DES CERISES

Sous cet intitulé, le Cercle Pierre Bayle, troupe de théâtre sedanaise, présente un spectacle autour de la personne de Jean-Baptiste Clément qui fut l'un des pionniers du socialisme dans le département des Ardennes. L'idéal de la Commune est mis en valeur par des chants et des textes. Les représentations ont lieu dans les lycées collèges et des lieux symboliques comme les anciennes forges de Nouzonville. **■**

Contact Cercle Pierre Bayle : 03 24 29 10 65

MILLE EXCUSES À BERNARD VASSOR

Lors de notre précédent bulletin, nous déplorions, dans l'article sur la pose des plaques des places Nathalie Le Mel et Elisabeth Dmitrieff, le fait que notre association n'avait pas été informée de leur inauguration par la mairie du III^e arrondissement de Paris.

Nous avons pourtant contribué, sur la demande de Bernard Vassor, à la préparation de l'initiative par la tenue d'une conférence en mairie sur la vie de ces deux Communardes.

Oubliés donc les « Amis de la Commune de Paris » comme avait été oublié le rôle de Bernard Vassor, cheville ouvrière de l'événement puisqu'il était à l'origine de la proposition auprès de la mairie du III^e.

Décidemment l'oubli est contagieux puisque, à mon tour, j'ai omis dans cet article, de le citer et de le remercier ; qu'il veuille bien m'en excuser.

Bernard Vassor toujours sur la brèche pour faire connaître l'histoire de la Commune de Paris et cela depuis de nombreuses années*, ne m'en tiendra pas, je l'espère, rigueur.

« *Mille excuses et aucune bonne raison* » comme le disait Mark Twain. **■ CLAUDINE REY**

*Voir le blog : autourduperetanguy.blogspot.com

LA «MONTÉE AU MUR» DU 2 JUIN DERNIER

La démocratie est à la fois un processus et un idéal

La cérémonie annuelle des Amis de la Commune au Mur des Fédérés a connu un grand succès*. Notre président, Jean-Louis Robert, a prononcé une allocution dont nous reproduisons des extraits ci-dessous.

Nous voici réunis donc devant ce mur sacré comme chaque année depuis 1880. Mais auparavant, dès la Toussaint 1871, des bouquets y ont été déposés par des visiteurs discrets. C'est dans un numéro spécial tiré sur papier rouge que les principaux journaux socialistes d'alors, *L'Égalité*, *Le Citoyen* et *Le Prolétaire* lancèrent les premiers appels pour aller se recueillir devant ce qui était alors un terrain vague, le reste d'une fosse commune où l'on avait enterré les corps des derniers combattants du cimetière et aussi ceux, plus nombreux encore, amenés là par charretées. Et un des intervenants de 1882 pouvait encore se souvenir charnellement : « *Oui, ils sont là nos combattants ; ceux que nous avons aimés, les bons et les braves, couchés côte à côte dans leur linceul de chaux* ».

Le souvenir de nos morts pour la liberté, la démocratie, le progrès et la transformation sociale est toujours là profond dans les pensées du peuple. Et nous avons aussi la responsabilité de transmettre à nos filles et à nos fils cette mémoire de la Commune de Paris.

La montée au mur a toujours accompagné l'histoire des luttes sociales de notre pays. Celle de 1936, au temps du triomphe du Front populaire, est la plus connue. On ne sait pas

assez que celle de 1913 fut interdite par le gouvernement. Mal lui en prit car la manifestation fut organisée au Pré-Saint-Gervais où Jaurès fit son magnifique discours pour la paix devant une immense foule. Mais la plus importante de ces montées, pour moi peut-être, reste celle du 27 mai 1945 racontée par Hélène Parmelin dans un grand roman, *La Montée au Mur*. Aux premiers rangs sont les déportés tout juste revenus des camps, et les ombres de ceux qui ont péri les accompagnent, les escortent jusqu'à la fosse. Dans le cortège, les portraits des héros morts pendant la Résistance, et parmi eux celui d'un tout jeune homme, Guy Moquet. Et c'était bien là que ce jeune martyr



retrouvait les siens, dans la foule de ceux qui se sont dressés de tout temps contre l'oppression. Si nous nous réjouissons de l'hommage qui lui sera maintenant rendu, ne laissons pas les descendants des Versaillais déformer et occulter la vérité. Guy Moquet, comme en 1945, ta place est parmi nous.

Se souvenir, résister, mais aussi construire, proposer. Certes la Commune n'est pas un modèle. Mais l'œuvre, immense, de la Commune reste profondément actuelle. En ces deux années d'élections notre association a pensé indispensable de mettre en avant la dimension démocratique de l'action de la Commune. Et la démocra-

tié est à la fois le moyen et l'objet de toute l'action de la révolution de 1871. Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple est à la fois le processus et l'idéal...

Oui la Commune a élargi le chemin de la démocratie que 1789 avait ouvert. Oui son expérience reste fondatrice et actuelle pour les combats que nous menons dans un monde où la misère, la précarité, l'inégalité sociale, les discriminations, les menaces contre l'environnement et les guerres sont toujours présentes. Merci à vous tous d'être venus si divers pour dire : « Non, Nicolas, la Commune n'est pas morte ! Vive la Commune ! »

* Les organisations signataires de l'appel : Les Amis de la Commune de Paris 1871; ARAC; Association Action; Libres Penseurs de France; Association Louise Michel; CAS Nanterre; CER SNCF Normandie; Femmes solidaires; Les Garibaldiens; Ligue des Droits de l'Homme; MRAP; SAT Amikaro Espéranto; Coordination nationale des Sans Papiers; CGT; CGT Précaires et privés d'emploi; CGT-FO; FSU; UNSA; US Solidaires; UNEF; MJC; MJS; UEC; JRCE; LCR; Lutte ouvrière; MRC; PCF; PRG; PS; Les Verts; Rouges vifs; PRCF; U2R



LA
« MONTÉE
AU MUR »
DU 2 JUIN
2007

Quelques
photos
extraites
d'un reportage
réalisé par
nos amis de
Châtellerauld



VISITE DU PARIS COMMUNARD PAR NOS AMIS DE CHÂTELLERAULT

Ce jour-là, pour une fois, Châtellerauld fut de sortie. La troisième tentative consécutive d'organisation de ce voyage, ayant intégré l'association Culture pour tous, se révéla enfin une réussite ! C'est ainsi qu'un bus, rempli d'une trentaine de courageux, partit de Châtellerauld le samedi 2 juin à 5 heures pour rejoindre à Paris leur guide Yves Lenoir, membre du CA national de l'organisation. Pour démarrer la journée en beauté une petite heure de visite à Montmartre, dont 98 % de ce groupe au courage toujours aussi exceptionnel ne craignit même pas la montée de la « redoutable » butte ! Cet endroit est le point de départ de l'événement de la Commune où la garde nationale se rangea au côté du peuple contre les versaillais.

En route ensuite pour le siège de l'Internationale, rue de la Corderie, où fut imaginée l'œuvre sociale de la Commune. Celle-ci créa des coopératives ouvrières en réquisitionnant des usines abandonnées par leurs patrons. Midi quinze : que le temps passe vite ! Ce fut tout pour la matinée. L'estomac bien rempli par un couscous au restaurant « le Ramus » en face du cimetière du Père Lachaise, direction le Mur des Fédérés pour y assister à la cérémonie annuelle : remerciements aux différentes organisations présentes, discours radicaux sur l'absolue nécessité des mandats impératifs et révocables à tout moment, chants de la chorale de la Commune de Dieppe (entre autres « Le Temps des Cerises », « Au Mur ! » et « l'Internationale ») ; que d'émotions !

Malgré un milieu d'après-midi bien entamé, tout un programme reste à boucler ! La décision est unanime : impossible de s'arrêter encore sur d'autres lieux marquants de cet événement ; le timing ne le permettant pas, nous nous contenterons de passer devant les lieux en écoutant les

commentaires de notre guide. En effet, l'étonnement est à son comble quand nous apprenons que nombre de principaux progrès et acquis sociaux sont en réalité issus de la Commune, les dates inscrites dans les manuels scolaires n'étant que celles de leur reconnaissance légale. Il en va ainsi notamment de l'école laïque et gratuite (quinze ans avant la loi de Jules Ferry !) avec l'enseignement professionnel ouvert aux filles ; les femmes siègent dans les commissions municipales de certains arrondissements...

Cette journée bien remplie se termine sur un dernier commentaire, place de la Commune et par la visite des locaux du siège national des Amis de la Commune dans le XIII^e arrondissement.

Partie remise ? A nous tous, amis Châtellerauldais, d'en décider ! **DÉBORAH MARCHAND**

LA FÊTE DE LA COMMUNE 2007 UN TRÈS BON CRU

Samedi 29 septembre, par une très belle journée, notre association organisait sa troisième « Fête de la Commune », mettant ainsi le quartier de la Butte-aux-Cailles en joie. Ce fut une réussite au niveau de l'animation et de l'affluence : la place de la Commune n'a pas désempi durant tout l'après-midi. Les stands de littérature, souvenirs, cartes postales, bons de soutien, tee-shirt, buvette, jeux d'enfants étaient pris d'assaut. Nous ne pouvons que nous féliciter des quinze adhésions réalisées. Nous souhaitons la bienvenue à ces nouveaux adhérents.

Le spectacle animé par Riton la Manivelle et ses musiciens, les chants de notre ami Germinal ont été très applaudis.

Pendant un entracte, notre président, Claude Willard, a fait un exposé sur le 125^e anniversaire de l'association et dialogué avec de nombreux spectateurs.

Mais, déjà, Marc Perrone et Marie-Odile Chantran

prenaient place sur le podium et, tout de suite, l'ambiance fut à son comble. Certains écoutaient ; d'autres chantaient ; d'autres dansaient. C'était la fête.

Merci à tous les Amis de la Commune qui ont contribué, d'une façon ou d'une autre, à la réussite de cette journée. Merci à la Ville de Paris et à la mairie du XIII^e arrondissement pour leur aide.

Non ! Nicolas, la Commune n'est pas morte ! Rendez-vous en 2008. 🚩 **JOËL RAGONNEAU**

Tirage des bons de soutien :

2716, 2720, 2749, 2750, 2788, 2817, 2819, 2873, 2875, 2896, 2907, 2923, 2940, 2942, 2951, 2970, 2986, 2989, 3022, 3033, 3040, 3051, 3068, 3091, 3094, 3213, 3307, 3362, 3375, 3416, 3420, 3436, 3447, 3472, 3530, 3546, 3590, 3621.

Les lots sont à retirer avant le 31 décembre 2007 au siège de l'association, du lundi au vendredi de 14 h à 17h30. Téléphoner au préalable.



FÊTE DE L'HUMANITÉ : AFFLUENCE À NOTRE STAND

Bien visible l'anniversaire de notre association au très beau stand de la fête de l'Humanité ! Cela nous a valu quelques questions sur la date de la Commune et l'âge de l'association. Nous sentions, à travers ces interrogations, tout l'intérêt des visiteurs, et même leur reconnaissance pour

notre longévité et notre travail. Sentiments traduits avec beaucoup de sensibilité et de gentillesse par le fils d'une de nos adhérentes, lors de la clôture du stand. Des mots qui nous sont allés droit au cœur !

Dix-sept personnes ont rejoint notre association, et la vente des livres en nette progression prouve, elle aussi, que les idéaux des communs sont toujours vivants. La carte postale,



Photo Claude Le Helloco

devenue une tradition pour la fête, suscite toujours un grand intérêt. Le nouveau tee-shirt, les objets peints à la main* par notre ami Pierre Lecour, donnaient le petit plus, le souvenir pour la famille, le cadeau que l'on s'offre pour marquer cette rencontre.

Beaucoup d'amis de l'association se sont retrouvés pour tenir ce stand. Merci à eux qui en ont assuré le succès. 🚩 **CLAUDINE REY**

* Ces objets et les ouvrages présentés au stand sont en vente à notre local ouvert tous les après-midi de la semaine.

DES ADHÉRENTS SE REGROUPENT DANS LES PAYS DE LA LOIRE

En juin dernier, il y a eu une première rencontre des adhérents de la région grâce aux Amis de la Commune de Paris. Par delà nos lectures, l'idée est de savoir ce qui s'est passé dans la région au moment de la Commune.

Notre envie est grande d'échanger sur la Commune. Nous rentrons dans le vif du sujet : la Commune de 1871 était-elle perdue d'avance dès le premier jour par une mauvaise décision ? Avec des « si » tout est clair et facile mais la position d'E. Moreau (voulant des élections et non la guerre civile) devait refléter une grande partie de l'opinion.

Nous prenons connaissance aussi de l'extrait d'un livre sur Trélazé, avec l'autorisation de son auteur, J. Thomé, qui relate le mouvement insurrectionnel de membres d'une société secrète « La Marianne » qui visait à renverser le régime impérial et fonder une République démocratique et sociale. Il se produit dans la nuit du 26 au 27 août 1855 et échoue au petit matin. Les insurgés subissent de lourdes peines. Il y est également fait mention de la création, en 1884, de la « section angevine des travailleurs socialistes »

sur incitation des anciens Communards, J. Allemane et J.-B. Clément et du syndicaliste ardoisier de Trélazé, A. Bahonneau.

A cette occasion, J.-B. Clément dédie un poème au « citoyen Bahonneau et à tous les bons camarades de Trélazé qui savent combien le pain est dur à gagner et sont las de voir une poignée de parasites vivre grassement aux dépens des travailleurs qui meurent à la peine. »

Dans la continuité de cette rencontre, Yves Renévoit nous représentait à Paris à la réunion du 23 juin dernier. Une rencontre aura lieu le mercredi 12 décembre à 14h chez Jean Ladoue, 10 rue St-Jean 49310 Vihiers, tél. : 02 41 58 15 14. Ils seront les bienvenus. 🚩

RÉMY BARBIER

CAMBRÉSIS : NOTRE EXPOSITION INSPIRE LES JEUNES

Adhérente depuis quelques années aux Amis de la Commune, l'association intercommunale Action a présenté à Avesnes-les-Aubert dans le Nord, du 24 au 28 juillet 2007, notre exposition « la Commune de Paris 1871 ». Cette association est originale puisqu'elle s'inscrit dans le cadre du programme de loisirs des jeunes de plusieurs communes rurales du Cambrésis. Ceux-ci sont en effet des jeunes de 16 à 25 ans qui ont assuré la présentation de l'exposition intégrée à un projet plus large de découverte touristique, artistique, culturelle, mais aussi sociale et historique de Paris.

Cette initiative visait à inciter les jeunes à s'engager en tant que citoyens. L'objectif a été atteint puisque, après leur visite à Paris, au cours de laquelle ils ont rencontré des Amis de la Commune, les jeunes d'Action ont décidé d'organiser une exposition « sauvage » d'affiches sur une place de leur ville. Une telle manifestation illustre l'aptitude

des jeunes à l'organisation, à l'implication avec la capacité de réactivité nécessaire. Cela grâce à la connaissance de l'épopée révolutionnaire de 72 jours de la Commune, la plus belle concrétisation de l'égalité des chances pour tous, que l'association Action a voulu mettre à l'honneur.  **PASCAL LABY**

LES NUMÉROS QUI MANQUENT À L'APPEL

La collection du bulletin* de l'association est presque reconstituée. Il nous manque cependant plusieurs numéros parfois anciens :

- Le n° de 1970
- celui de 1973 (un n° par an)
- et de 1982 à 1987
- 1989 : le n° de mai
- 1990 : le n° de décembre
- 1992 : le n° de septembre, de novembre ou de décembre
- 1993 : le dernier n° de l'année
- 1994 : le n° d'octobre et celui de décembre
- 1995 : janvier, mai et décembre

Si vous les possédez et que vous pouvez nous les prêter, merci de joindre le secrétariat pour nous le signaler. Nous pouvons scanner ces documents pour vous rendre l'original.

* Attention : ne pas confondre avec la revue d'histoire « La Commune » publiée de 1975 à 1982 et que nous avons complétée.

PORTE OUVERTE AUX AMIS DE LA COMMUNE



Photo Claudine Rey

Sous un très beau soleil, le vide-grenier du quartier de la Butte-aux-Cailles a permis la réalisation d'une journée porte ouverte, très bénéfique pour notre association. De nombreux habitants ont pris contact avec nous. Certains nous disaient : « quand je passe devant votre local, vous êtes toujours fermés ». Nous avons eu le plaisir de leur annoncer l'ouverture du local tous les après-midi, et la tenue, le 9 décembre, d'un nouveau vide-grenier qui permettra de prolonger ce chaleureux contact.

Débats à brûle pourpoint sur la Commune, vente de nombreux livres et brochures ont montré tout l'intérêt porté à notre histoire. Plusieurs visiteurs en ont profité pour découvrir avec émotion la première plaque du mur des Fédérés apposée dans notre local.

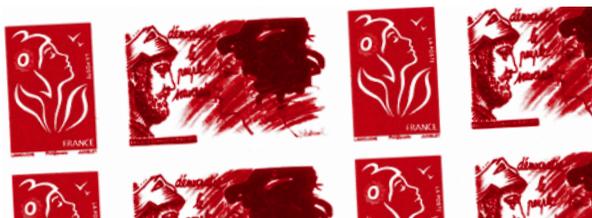
Si le 9 décembre vous disposez d'un peu de temps, n'hésitez pas à venir nous aider dans cette démarche d'information.  **CR**

TIMBRES ET CARTES POSTALES

La diffusion de nos cartes postales et timbres sous le thème de « La Démocratie : le peuple souverain » a connu un grand succès lors des fêtes de l'Humanité et de la Commune. Vous pouvez encore vous les procurer (voir conditions d'envoi sur la liste des ouvrages disponibles pour nos adhérents jointe à ce bulletin).

Carte seule : 1,50 euros — Carte avec le timbre : 3 euros

Planche de 10 timbres : 15 euros



LES FEMMES ET LA COMMUNE DE PARIS

Dans *La Raison* n° 521 de mai 2007, Michèle Vincent a présenté un dossier bien documenté sur « Les femmes et la Commune de Paris », bel hommage à toutes celles qui ont fait preuve de tant de courage et de dévouement pour défendre la Commune. Bien entendu, sont citées les femmes célèbres : Louise Michel, Nathalie Le Mel, André Léo, Elisabeth Dmitrieff, Anna Korvin-Krukovskaia femme de Jaclard, colonel de la XVII^e légion, et d'autres moins connues telle Paule Mink.

Avec raison, l'auteur du dossier insiste sur le rôle important de l'admirable André Léo et d'Elisabeth Dmitrieff dans la révolution du 18 mars. Avec Nathalie Le Mel, Elisabeth Dmitrieff sera la créatrice de l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés. Cette belle et courageuse jeune femme russe avait un sens politique très développé et des dons d'organisatrice. Karl Marx, Léo Fränkel et Benoît Malon ont su apprécier et utiliser ses remarquables qualités.

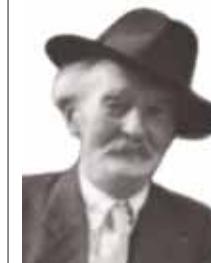
Pour mettre fin à l'exploitation des femmes dans les entreprises de confection, Elisabeth Dmitrieff, avec l'appui de Léo Fränkel, envisage la création d'ateliers coopératifs féminins. Elle précise sa pensée dans une adresse à la Commission du Travail et de l'Echange : « l'organisation tendant à assurer le produit au producteur ne peut s'effectuer qu'au moyen d'associations productives libres exploitant les diverses industries à leur projet collectif ».

Michèle Vincent n'oublie pas non plus de rendre hommage aux femmes les plus humbles, aux victimes de la répression féroce, les unes exécutées sans jugement, les autres condamnées à la déportation. A toutes ces femmes qui sacrifièrent leur vie à leur idéal révolutionnaire, elle a consacré des lignes très émouvantes.  **MC**

ADRIEN LEJEUNE LE DERNIER COMMUNARD de Gavin Bowd

Cette biographie de Gavin Bowd interroge le lecteur par le nombre de questions demeurrées encore sans réponse sur ce dernier Communard.

En effet, le livre est une somme de témoignages très divers ou divergents, voire opposés, touchant à sa vie et à ses engagements. Point essentiel pour les Amis de la Commune : Adrien Lejeune nous y apparaît néanmoins comme un



combattant engagé dans la Commune de Paris avec une belle ardeur juvénile.

Cependant, ses ambiguïtés de comportement rejoignent celles des dirigeants communistes des années soixante — français et russes confondus — ayant tenté de faire de lui une véritable image d'Epinal au service du parti. Ce mythe un peu fabriqué ne résiste guère aux éléments nouveaux rapportés dans cet ouvrage.

Concernant spécialement l'homme resté longtemps peu connu, je rejoins le point de vue de Marcel Cerf disant de lui, en 2005, lorsque Gavin Bowd l'interviewa : « Il n'a peut être pas eu une existence exemplaire, mais il a combattu pour la Commune et, à ce titre, il mérite notre hommage. »

Sur un plan plus général, ce livre, construit sur des faits avérés, s'inscrit dans l'esprit des recherches historiques contemporaines lesquelles nous épargnent les non-dit et les tabous politiques de l'après-guerre. Ce faisant, il apporte une contribution intéressante à l'histoire de la Commune. 

CLAUDE CHANAUD

L'Harmattan, 17 euros

APPEL AUX OUVRIÈRES

LE TABLEAU DE PARIS de Jules Vallès

« Le tableau de Paris » est une œuvre moins connue que sa célèbre trilogie, mais Vallès tenait beaucoup à clamer son amour pour Paris sans en cacher les tares. « *Il s'agit de peindre la ville comme elle est et de la mouler avec ses bosses et ses creux, ses reliefs de chair et de bois, sans trier les glorieux et les parias* ».

L'ouvrage publié sous la direction de Maxime Jourdan est la reproduction du texte intégral des articles parus dans le *Gil Blas* et *La France* de 1882 à 1883. La prose de Vallès est commentée et enrichie par une quantité considérable de notes savamment élaborées par Maxime Jourdan. Elles permettent de situer les événements et les personnages dans leur contexte historique et politique. L'auteur de ces commentaires a accompli là un énorme travail de recherche et d'érudition.

Ce reportage révèle un Vallès dont le réalisme sans concessions fait ressortir son respect des humbles et sa haine de la bourgeoisie. Il dénonce l'exploitation des travailleurs mais ne les confond pas avec les voyous du lumpen-prolétariat. Le spectacle de la rue l'a toujours fasciné. Le pavé parisien, il en a longtemps arpenté les dédales à la recherche de quelque emploi lui permettant de subsister. Il peut en parler en connaisseur.

Il enquête dans les prisons, interroge les détenus ; sa critique de la justice est féroce. A Saint-Lazare, il constate la situation navrante des épaves du trottoir. Comment ne pas faire un rapprochement avec la célèbre goulante si poignante d'Aristide Bruant « A Saint-Lazare » ? La reprise de la pièce de Félix Pyat, « le chiffonner de Paris » a pu conduire Vallès à son étude approfondie des Biffins de Paris. Quelques belles pages sont consacrées aux admirables femmes de la Commune et particulièrement à Louise Michel. En général, ce livre est un hommage à toutes « les victimes de l'injustice sociale ».

Jules Vallès ne s'attache pas uniquement à la vision dramatique de la société. Il aime aussi les fêtes populaires et la parade des forains. Il comprend que le café concert offre à l'ouvrier un délassément nécessaire pour oublier un moment de sa vie de misère ; on ne doit pas mépriser un tel divertissement. Dans les années 1900, le chanteur Mayol, avec sa rengaine « Viens Poupoule », apportait une justification inconsciente à la position de Vallès sur le caf 'conç'.

*Le sam'di soir, après l'turbin
L'ouvrier parisien
Dit à sa femm', comme dessert,
J' te paie l'café concert...*

Que cette note un peu légère, ne fasse pas oublier l'importance littéraire et historique de l'ouvrage de Maxime Jourdan. 

* Berg International éditions 342 p., 19 euros. Chez le même éditeur, Maxime Jourdan vient de procéder à la réédition d'un autre livre de Jules Vallès, « un dictionnaire d'argot » avec un excellent avant-propos sur la langue de la pègre dans la seconde moitié du XIX^e Siècle

L'ENFANCE AU CŒUR de Suzy Cohen

Suzy Cohen retrace la vie et l'œuvre de deux grandes pionnières de l'école maternelle en France au XIX^e siècle. Bien qu'oubliées, Marie Pape-Carpantier et Pauline Kergomard, qui se sont aussi battues pour l'émancipation féminine, ont joué un rôle important dans l'histoire de l'enseignement. Dans son excellent ouvrage, Suzy Cohen consacre plusieurs pages à la Commune de Paris, à son œuvre laïque, scolaire. Suzy Cohen détaille même un projet remarquable et méconnu sur la création de crèches. Un ouvrage à lire ! 

CLAUDE WILLARD

L'Harmattan, 19,50 euros

HISTOIRE POPULAIRE ET PARLEMENTAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

C'est la voix d'un homme exilé en Suisse que nous entendons dans cette « Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris » d'Arthur Arnould (1833-1895), journaliste, Communiste, élu des III^e et IV^e arrondissements de Paris.

Ses souvenirs, rédigés entre janvier 1872 et janvier 1873, prétendent modestement témoigner de ce qu'il a lui-même vu ou vécu. Il dit ne pas faire œuvre d'écrivain, et il laisse à d'autres le soin de peindre le tableau d'ensemble de la Commune.

Il souhaite seulement livrer son point de vue, et nous comprenons que c'est celui d'un homme intelligent, intègre, libre, et même libertaire, refusant tout pouvoir centralisateur, assimilable, selon lui, au despotisme, même s'il se nomme « Comité de salut public ».

L'histoire personnelle d'Arthur Arnould ne se dissocie pas cependant de l'histoire de la Commune : nous l'accompagnons ainsi dans ses rencontres et ses luttes.

Il brosse une série de portraits virulents de quelques républicains versaillais, dont les trois Jules : Favre-Simon-Ferry, l'ombre de Thiers, « assassin de Paris », planant sur ce récit.

Arnould analyse les forces et les faiblesses de la Commune de Paris, avec le plus d'impartialité possible ; et même s'il ne partageait pas toutes leurs idées, puisqu'il faisait partie d'une « minorité » au sein de leur gouvernement, il rend des hommages poignants à ses compagnons, morts en héros de la Commune. Quelle chance cette dernière avait-elle d'ailleurs de vaincre, face à deux ennemis de taille : le gouvernement de

Thiers et les Prussiens aux portes de Paris ? Ajoutons à cela le manque d'expérience politique.

Outre les étapes historiques, les valeurs de la Commune nous sont rappelées : autonomie, fédération, collectivisme, internationalisme, amélioration de la condition ouvrière, reconnaissance des droits des femmes, accès à l'éducation... Les Communistes ont, dans ces différents domaines, donné l'exemple.

L'auteur récuse aussi, avec force, les accusations de violence sanguinaire dont Thiers a cherché à accabler la Commune pour en souiller l'image, inversant ainsi les rôles ; et il rappelle une des caractéristiques de la Commune : « violence dans le langage, modération dans les actes ».

La guerre civile a bien été provoquée par « la réaction », afin d'asseoir le pouvoir de Thiers, et le sang versé fut essentiellement celui du peuple de Paris, massacré sur ordre du gouvernement « républicain » par l'armée régulière.

Le franc-parler d'Arnould n'exclut pas la qualité du style ; il ajoute à l'humanité du témoignage, et engage le lecteur à suivre jusqu'au bout l'homme et le Communiste. Ses réflexions nous amènent à repenser notre société actuelle et sa place dans l'Europe ; elles nous mettent en garde contre nos propres systèmes dits démocratiques.

Arthur Arnould suscite notre intérêt, notre sympathie, et parfois notre admiration ; le lecteur n'oubliera pas sa voix, il aurait aimé l'avoir pour ami. Mais Arthur Arnould est avant tout un Ami de la Commune de Paris.  MICHÈLE CAMUS

Editions Dittmar, 30 euros · En vente à l'association



ERRATUM AU SUJET DE L'OUVRAGE LA DÉPORTATION DE LOUISE MICHEL

Dans un précédent bulletin, une regrettable erreur — que la part musicale de notre inconscient explique, mais n'excuse pas — nous a fait nommer l'éditeur « Les Indes galantes » là où le lecteur aurait dû lire « Les Indes savantes ». Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. 

MICHELLE DUMAIL-BRETONNEAU

CREER ET DEVELOPPER L'EMPLOI

Notre ami Bernard Eslinger, très au fait des problèmes du travail, vient d'écrire une brochure « Créer et développer l'emploi ». Cet excellent essai donne des pistes de réflexion, ouvre des portes sur cette question particulièrement préoccupante qu'est l'emploi aujourd'hui.

Bernard Eslinger est déjà l'auteur d'un document qui fait le point sur « l'entreprise à l'aube de la Commune ». Ancien ouvrier devenu ingénieur, après un long passage en atelier, il maîtrise parfaitement son sujet. Membre des Amis de la Commune il développe dans un chapitre, l'apport original des Communards pour la création d'emplois avec la mise en place de la commission du Travail, de l'Industrie et d'Échanges.

Deux brochures à lire pour mieux comprendre les dangers du système économique actuel, qui prend en référence l'économie américaine, basée sur la nécessité, d'une industrie de guerre.  **CR**

Ces deux brochures sont disponibles au siège de l'association ou par correspondance (voir liste jointe à ce présent bulletin).

ANTHOLOGIE DE LA COMMUNE DE PARIS DE 1871

L'Anthologie de la Commune de Gérald Dittmar est à la fois chronologique et thématique ce qui constitue son originalité. L'introduction est celle d'un fervent admirateur de l'extraordinaire et révolutionnaire XIX^e siècle, « le siècle des barricades et de la guerre civile ».

Cette anthologie offre un choix judicieux de très beaux textes, rarement réunis, que l'on consultera toujours avec profit. Toute l'histoire de la commune se déroule :

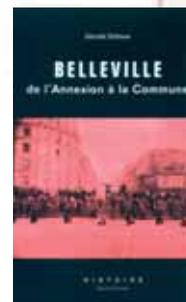
L'intelligente conception des réformes de la Commission du Travail et de l'Échange dirigée par le marxiste Léo Fränkel ; les efforts accomplis par Vaillant et Rama dans le domaine de l'enseignement laïc ; la pertinente intervention de Courbet lors du vote du Comité de Salut public ; l'appel lancé par les responsables de la mairie du XVIII^e, le 21 avril 1871 ; le texte « Aux communaux » du collectif des Blanquistes de Londres en juin 1874 ; l'attitude héroïque de Louise Michel devant ses juges ; les vibrants extraits du discours prononcé par André Léo au congrès de la paix de Lausanne le 27 septembre 1871 illustrent tout l'intérêt porté par Gérald Dittmar au rôle des femmes dans la Commune de 1871.

Mais on ne saurait tout citer dans ce florilège abondant de textes révolutionnaires. Voilà donc un ouvrage destiné à satisfaire tous les amateurs d'histoire sociale non falsifiée.  **MC**

Editions Dittmar, 471 p, 45 euros.



André Léo



BELLEVILLE DE L'ANNEXION À LA COMMUNE

Par ce livre, Gérald Dittmar a voulu honorer sa petite patrie et il a bien tenu sa promesse en exaltant « l'âme de la Villette et de Belleville ». C'est dans l'atmosphère républicaine et révolutionnaire de leur pittoresque quartier que, du 18 mars 1871 au dernier jour de la Semaine sanglante, les fédérés bellevillois ont combattu les Versaillais avec une farouche détermination.

Les récits passionnés de différents témoins relatent l'âpreté de la lutte pour la liberté. Citons quelques exemples : le 18 mars à Belleville ; la mort de Flourens (Hector France) ; les prisons versaillaises (Elisée Reclus) ; les otages de la rue Haxo (Maxime Vuillaume) ; Paris livré (Flourens) ; Manifeste « aux communaux » (la Commune révolutionnaire) - Londres 1874 ; le Comité provisoire de la Commune à la mairie du XX^e arrondissement et, sur le plan purement politique, le fameux programme de Belleville de 1869, et le serment de Gambetta qu'il s'empressera de trahir.

Ce livre marque une nouvelle étape dans l'analyse de l'action des membres de la Commune. On commence, en effet, à prendre conscience que Ranvier, placé longtemps parmi les sous-fifres, a été un personnage de premier



La mairie du XX^e à l'époque de la Commune

plan, non seulement dans son arrondissement, mais aussi dans la totalité de la capitale insurgée. Une fois de plus, Dittmar mentionne le nom d'André Léo, et ce n'est pas superflu car on ne dira jamais assez quelle fut l'importance des travaux de cette ardente propagandiste de la Commune. (Les soldats de l'idée, p 225). C'est sans doute, Alain Dalotel qui a donné l'impulsion première à cette mutation, et Gérald Dittmar, dans son dernier ouvrage, a adopté la même orientation.

En annexe, la réimpression des séances des « Clubs rouges pendant le siège de Paris » de Molinari met en vedette la célèbre salle Favié. Les compte-rendus de ces réunions populaires donnent un aperçu des réactions du peuple de Paris même si Molinari a tendance à tourner en dérision les interventions de certains orateurs improvisés.

Comme tous les livres de Dittmar, « Belleville » est judicieusement illustré : dessins de Robida, photographies de Communards et de lieux de combats.

En guise de conclusion, retenons ces quelques phrases de Gérald Dittmar : « ce qui compte au demeurant, n'est pas que la Commune opère une continuité ou une discontinuité dans l'histoire ou dans son histoire, mais c'est qu'elle la fasse et qu'elle propose une représentation de l'histoire, active et différente ».  **MC**

Editions Dittmar, 281 p, 30 euros.

LE FESTIN DES BOURREAUX

Le chancelier Bismarck occupe avec l'armée prussienne en février 1871 le tiers du territoire national. Gambetta désavoué, Molke écarté, le chancelier exige une négociation avec des partenaires français officiels pour récolter les fruits de sa victoire totale sur le Second Empire.

Une consultation nationale est fixée au 8 février 1871 selon le mode de scrutin départemental de liste avec comme unique profession de foi « la paix ». Les candidats pour la plupart d'origine monarchiste, serviteurs zélés la veille du Second Empire, contrôlèrent l'élection à leur avantage en système clos.

Le conflit entre Versaillais et Communards résulta pour une grande part du mépris des premiers à prendre en compte le traitement social de la guerre après les privations imposées par le siège des Prussiens.

Le pouvoir versaillais déclencha sciemment la révolte des gardes nationaux parisiens en supprimant leur solde, unique source de leur subsistance.

L'origine profonde de la Commune résida dans le refus du pouvoir absolu des classes dirigeantes et la volonté de s'organiser en cellules autonomes ou démocraties de base à partir desquelles sera reconstruite la nation après le vide laissé par la chute du Second Empire.

La proclamation de la Commune de Paris découle d'un mouvement de fond d'inspiration messianique de liberté. Le peuple toujours soumis, divisé, écrasé par la révolution industrielle, sans protection contre la maladie, les accidents du travail et le chômage intermittent, se révolte contre l'arrivée de chefs impopulaires, instruments de toutes les répressions au service des classes privilégiées.

La répression versaillaise fut atroce et démesurée, initialement précédée d'autres formes de terrorisme d'État comme l'affaire de la rue

Transnonain à Paris en 1834 où un provocateur déclencha la répression policière avec un massacre de quartier où périrent vieillards, femmes et enfants, afin d'avertir la population du risque de tout soulèvement identique à ceux des Canuts de Lyon. Robert Tombs pose cette question : « pourquoi cette folie sanguinaire ? ».

Le bras armé de la répression versaillaise fut constituée de policiers « autonomes » arrêtant, perquisitionnant et tuant selon leur gré, et par une Garde nationale dite de « l'ordre », auxiliaires autoproclamés réunissant pêle-mêle d'anciens miliciens de la guerre du Mexique, des repris de justice, voire des agents doubles...

Le résultat fut un massacre de prisonniers avec ou sans jugement à Montmartre, rue Lepic, à Saint-Sulpice : le Dr Faneau périt pour avoir protégé des blessés ; on fusilla par fournées de cent cinquante personnes devant le Mur des Fédérés au cimetière du Père Lachaise ; on élimina des Communards sur leur mine, le grisonnement de leurs cheveux (n'avaient-ils pas connu 1848 ?) ; au petit Luxembourg on exécuta hommes, femmes, enfants accrochés aux grilles. Des corps blessés vivants furent jetés dans les fossés Saint-Jacques avant d'être enterrés. Le commandant Duval fut fusillé après s'être rendu aux sommations. Varlin et Millière furent mutilés avant d'être achevés.

Quant à la détention dans les écuries royales de Versailles, puis le transfert vers les ports dans des wagons à bestiaux, l'horreur des faits dépasse l'imagination.

En conclusion. la philosophie versaillaise s'inscrivit dans une restauration de la hiérarchie au sein des communes (fédérations des familles), des métiers (socio-corporatismes organisés), des campa-

gnes (mythes de la ruralité : enracinement — floraison — récolte). Le pouvoir officiel défendit sa logique impitoyable d'appareils totalitaires devant l'assemblée, la presse française et internationale afin de rassurer sur sa validité institutionnelle.

Le même pouvoir choisit la férocité de la répression pour effacer les revendications légitimes du peuple opprimé depuis des siècles et refonder le lien social des classes aisées privées de pouvoir politique sous le règne de Napoléon III. Enfin, l'armée, la grande muette, privée de chair à canon devant l'armée prussienne, eut son lot de consolation en ayant pour mission de rétablir l'ordre bourgeois et moralisateur au détriment des droits du prolétariat désintégré en organes identiques aux pièces d'une machinerie industrielle.

À ce titre, l'homo politicus pouvait régner en maître et sans partage. **PHILIPPE LÉPAULARD**

À lire le livre de référence de Robert Tombs « La guerre contre Paris 1871 », Éditions Aubier



LE NERF DE L'ASSOCIATION : LA COTISATION DE SES ADHÉRENTS

La cotisation annuelle de ses adhérents est l'élément vital et décisif de notre association. Elle permet d'éditer ce bulletin, d'organiser les expositions, conférences, débats, visites du Paris communal qui contribuent à faire connaître l'histoire, l'œuvre et les idéaux plus actuels que jamais de la Commune de Paris. Et dans ce domaine, il y a beaucoup à faire compte tenu de la place plus que réduite de cet événement dans les programmes et manuels scolaires, dans les médias écrits et audiovisuels. Le rôle de notre association est irremplaçable pour lever cette chape de plomb. Et nous ne serons jamais trop nombreux pour nous atteler à cette tâche.

Faites adhérer vos proches. Proposez à vos voisins, amis, parents, d'adhérer à notre association. En faisant cette démarche, nous pouvons gagner plusieurs centaines de nouveaux adhérents.

Payer la cotisation 2007. La plupart d'entre nous l'ont fait. Mais il reste quelques retardataires, le plus souvent de bonne foi, qui pensent avoir payé leur cotisation mais qui ont oublié de le faire. Il existe un moyen simple de le vérifier, c'est de voir si vous avez en votre possession la carte 2007 à l'effigie de Jules Vallès (notre cliché) ainsi que l'attestation à joindre à votre déclaration de revenus pour bénéficier d'une réduction d'impôts égale à 66 % du montant de votre cotisation.

Encore un petit effort de chacune et chacun d'entre nous pour permettre à notre association de terminer l'année 2007 dans de bonnes conditions et de disposer de forces accrues pour agir mieux encore en 2008. **YL**

Cotisation annuelle : 33 euros ; Faibles ressources (Étudiant(e)s, sans emploi, précaires, petites retraites) : à partir de 5 euros ; cotisation de soutien : à partir de 50 euros. Adhérents collectifs (syndicats, associations, comités d'entreprise, etc.) : 150 euros.



A PROPOS DE DÉMOCRATIE

Notre adhérent Jean Annequin nous écrit à propos de l'article « Démocratie participative » paru dans le numéro 31 de notre bulletin. Nous publions, ci-dessous, l'essentiel de ses propos.

J'ai déjà eu l'occasion de préciser dans la revue que la « démocratie participative » qui est pratiquée aujourd'hui dans certaines collectivités territoriales en France ou à l'étranger, collectives se situant plutôt à gauche politiquement, n'avait aucun lien avec la démocratie directe des Communeux.

Mais c'est surtout le texte du sous-titre « Pour une démocratie partenariale » qui me fait réagir. Enseignant du primaire et directeur d'école depuis plusieurs années, je vois chaque jour une privatisation rampante mais réelle de l'école publique : citons les atteintes à la laïcité scolaire, si chère aux Communeux, remise en cause complètement par les rapports Machelon et Glavany ; la volonté de mise en place des EPEP (Etablissement primaire d'Enseignement Public) avec un conseil d'administration où les élus seraient majoritaires et décideurs pédagogiquement et un super-directeur supérieur hiérarchique ; l'arrivée massive d'un personnel précaire de droit privé (EVS,...) et de multiples intervenants extérieurs ; le financement d'actions par des organismes privés et un bénévolat privé accru censé compenser les manques de moyens alloués par l'Etat ; la prédominance du moment du catéchisme sur tous les autres dans les emplois du temps des collèves (voir les dossiers d'entrée en 6e)...

Aussi le désir « d'une démocratie fonctionnant avec des acteurs publics et privés qui partageraient les responsabilités de l'Education », dite démocratie partenariale va à l'encontre de la

défense de l'école publique et laïque voulue et défendue par les Communeux et, surtout, véhicule un principe qui, à terme, (peut détruire) le système scolaire laïque de notre pays. C'est de vraie laïcité et d'argent public qu'a besoin l'école républicaine : le budget de l'Education nationale ne vient-il pas d'être réduit de plusieurs centaines de millions d'euros ? Les responsabilités de l'Education reposent sur l'Etat, le financement public par l'impôt et les acteurs publics, seule source de justice, d'égalité et de neutralité. ■

CHERBOURG : LES COMMUNARDS SUR LES PONTONS

Notre ami Christian Parel nous signale un ouvrage d'Yves Murie, « La digue qui a fait Cherbourg, la plus grande rade artificielle du monde », aux éditions Isoète, dont il extrait les lignes qui suivent.

Le 28 mai 1871, alors que le sang coule encore à flots dans les ruisseaux parisiens, une dépêche de Versailles avertit les autorités militaires de Cherbourg qu'il va falloir loger 2 400 prisonniers sur trois vaisseaux mouillés en rade, « la Ville de Nantes », « le Tage » et « le Tourville ». Et aussitôt, arrivent à la gare les trains de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest amenant des centaines de malheureux, entassés dans des wagons à bestiaux ou sur des plateaux recouverts de bâches. Le premier convoi arrive à Cherbourg le 27 au soir et ses passagers sont conduits aux forts du Homet et de l'Ile Pelée. Ils sont mille six cents à arriver le 29, huit cents le 30. Le chiffre annoncé sera vite dépassé et il faut bientôt aménager en pontons, « le Calvados », « la Garonne », « le Bayard », « le Rhône », « l'Arcole ».

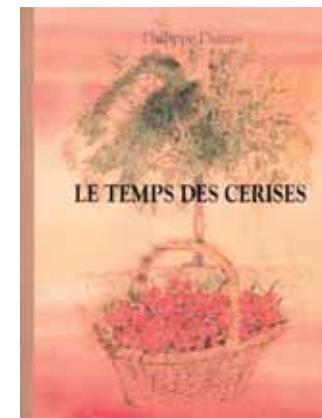
Pendant près d'une année, Cherbourg n'est plus qu'une immense prison : les « Communeux », comme on les appelait alors, seront plus de 5 000 à peupler la rade, dans des conditions sanitaires les plus déplorables. Et ce n'est qu'à la mi-avril 1872 que le dernier captif est débarqué.

« Il n'y a plus aujourd'hui de pontons en rade », peut enfin écrire avec soulagement, le journal la Digue*. ■

* Journal de Cherbourg ayant paru durant trois ans (1869-1872)

APPEL AUX BONNES VOLONTÉS

Vous avez trouvé, jointe à cet envoi, une liste d'ouvrages. Sans doute allez-vous profiter de cette occasion pour faire découvrir l'histoire de



la Commune de Paris à vos parents, à vos amis. Peut-être, grâce à cette intervention, allez-vous contribuer à faire lever le voile sur cette période si méconnue, si surprenante, si exaltante.

A travers un roman comme Séraphine, ou un livre d'images comme l'album « Le Temps des cerises », qui illustre parfaitement cette chanson, vous ferez sans doute plaisir aux plus jeunes.

L'Histoire de la Commune de Lissagaray, les mémoires de Communards, tels Louise Michel ou Jean Allemane, peuvent aussi aider à mieux comprendre toute la richesse de ces 72 jours.

Des livres plus théoriques vous apporteront, à vous adhérent(e) de l'association, des réponses sur des questions plus pointues : la banque de France, les hôpitaux, la poste, les rouages de l'administration...

Regardez bien la liste ; elle est pleine d'idées pour vos cadeaux de fin d'année, et puis, à travers ces achats, vous aiderez l'association à grandir. Avec les livres, ce sont les idéaux des Communards que nous propageons. Cela peut convaincre aussi de la nécessité de nous rejoindre, de nous aider dans la diffusion de ces ouvrages.

Si vous disposez d'un peu de temps, inscrivez vous sur la liste des amis susceptibles de répondre à nos demandes de tenues de tables de littérature. Les initiatives sont nombreuses ; nous avons besoin d'aide. (Pour vous inscrire, appeler William au 06 10 75 58 33, le soir de 19h à 20h). ■

POUR LA COMMISSION LITTÉRATURE

CLAUDINE REY

SCOOP !

Brisant enfin la chape de plomb qui veut ensevelir la Commune, la mairie de Paris vient de sortir, à destination des élèves de première, une brochure de 76 pages, « La Commune de Paris en 1871 ».

Une grande première dont nous tenons à féliciter chaudement la mairie de Paris, notamment Mme Christienne, adjointe à la Mémoire.

Mais il est dommage et fort dommageable que les Amis de la Commune n'aient pas été associés à cette rédaction.

Nous rendrons longuement compte de cette brochure dans le prochain bulletin. ■ CLAUDE WILLARD



La Commune

SOMMAIRE 32

Editorial

La culture n'est pas une marchandise · *Jean-Louis Robert* · 2

Histoire

Le scandale Courbet · *Eugénie Dubreuil* · 3

Amilcare Cipriani, Communard au grand cœur · *Marcel Cerf* · 5

Eugène Vermersch, poète et journaliste au « Père Duchêne » · *Marcel Cerf* · 7

Actualité

Vitry et la Commune de Paris · *Une exposition* · 12

Guide des sources de la Commune de Paris · *Yves Lenoir* · 14

Vie de l'association

Discours de Jean-Louis Robert au Mur des Fédérés (2 juin 2007) · 17

Le comité de Châtellerault visite le Paris Communard · *Déborah Marchand* · 19

Fête de la Commune · *Joël Ragonneau* · 19

Notre stand à la Fête de l'Humanité · *Claudine Rey* · 20

Notes de lectures · pages 23 à 27

Les femmes et la Commune de Paris • *Adrien Lejeune, le dernier Communard*

Le tableau de Paris de Jules Vallès annoté par Maxime Jourdan • *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris* • *Anthologie de la Commune de Paris de 1871 Belleville de l'annexion à la Commune* •

Tribune · Le festin des bourreaux · *Philippe Lépaulard* · 28

Courrier & infos · 30

Ont participé à ce numéro : Rémy Barbier, Michèle Camus, Marcel Cerf, Claude Chanaud, Guy Décamps, Eugénie Dubreuil, Michèle Dumail-Bretonneau, Pascal Laby, Yves Lenoir, Philippe Lépaulard, Déborah Marchand, Joël Ragonneau, Claudine Rey, Jean-Louis Robert, Claude Willard · **Graphisme :** Alain Frappier (afraappier@free.fr) · **Impression :** SENPQ à Pantin

 **LES AMIS DE LA**
Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
amis@commune1871.org | www.commune1871.org